

L'Office des brevets souhaite enquêter sur le style de gestion du président

Selon les syndicats, le style de gestion 'autoritaire' du président a provoqué des tensions, et même plusieurs cas de suicides parmi les employés.

- Eppo König

Le 25 février 2016 à 11:05



Photo : Gerrit de Heus

La crise qui se prolonge à l'Office Européen des Brevets (OEB) semble se tourner vers son président critiqué, le Français Benoît Battistelli. L'organe le plus haut de l'Office, le Conseil d'administration qui représente les 38 États membres, souhaite mener une enquête externe sur les sanctions prises par Battistelli (65) à l'encontre des membres des associations syndicales.

Il s'agit d'un virage surprenant dans la lutte qui oppose l'Office, qui délivre des brevets européens et est notamment implanté à Rijswijk, et les syndicats. Le style de gestion 'autoritaire' de Battistelli et la charge de travail ont provoqué des tensions, et même plusieurs cas de suicides parmi les employés, soutiennent les syndicats.

De son côté, Battistelli ne reconnaît pas les syndicats car l'Office, en tant qu'organisation internationale, ne serait pas lié par la législation nationale. Mais selon le président, les associations syndicales tentent de saboter ses réformes. Plusieurs syndicalistes de premier plan ont été suspendus et risquent d'être licenciés ; c'est notamment le cas de la présidente de la branche néerlandaise, Elizabeth Hardon.

De sérieuses préoccupations sur le fonctionnement

Les mesures disciplinaires ont soulevé de « très sérieuses préoccupations » au sujet du « bon fonctionnement » de l'Office, écrit le président du Conseil d'administration, le Danois Jesper Kongstad, dans une lettre. Les superviseurs n'ont malheureusement pu mener « aucun dialogue significatif » avec Battistelli.

Malgré la protestation du président, le conseil souhaite que les sanctions soient étudiées et suspendues. Les États membres voteront le mois prochain sur cette proposition. Cette lettre est surprenante, car Battistelli avait une nouvelle fois été réélu l'an dernier jusqu'en 2018 par le Conseil d'administration.

Hier, Battistelli a invité les syndicats à discuter de « chaque sujet » concernant les conditions de travail. Le mois dernier, la Cour de Cassation avait également appelé l'Office et les syndicats à entreprendre des négociations.